

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT DU 03 NOVEMBRE 2021

JP/PF

Objet : 2.3.2 Marché fournitures et services - Contrôle réglementaire des ouvrages de production et de traitement - Modification des montants

Délibération n° 2021BS110098	Nombre de conseillers:		Vote :	
	En exercice	18	Majorité requise :	9
Date de la convocation : 26/10/2021	Quorum	9		
	Présents	15	Pour	17
Secrétaire de séance (art. L2121-15) M. Jean-Manuel GARRIDO	Représentés	2	Contre	0
	Votants	17	Abstentions	0

L'an deux mille vingt et un, le trois du mois de novembre à quinze heure, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE	Pouvoir à	BOYER Joël
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	X	
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	Pouvoir à	GROS Cyril



OBJET : 2.3.2 Marché fournitures et services - Contrôle réglementaire des ouvrages de production et de traitement - Modification des montants

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Par délibération en date du 24 juin 2021, le bureau syndical a acté la relance de la consultation relative à la famille T201 « Contrôle réglementaire des ouvrages de production et de traitement » pour le contrôle de la performance des équipements et le contrôle de la qualité des eaux.

3 types de prestations de service sont recensés dans cette famille :

- « Prestation de contrôle de la performance des équipements »
- « Prestation de contrôle de la qualité des eaux »
- « Prestation d'analyse réglementaire de la qualité de l'eau potable distribuée »

En finalisant le cahier des charges, il est apparu que 2 types de prestations avaient été omis :

- « Prestation de contrôle de la performance des équipements » :

Réalisation de « bilans 24 heures » par le prestataire dans le cas où les services ne seraient pas en mesure de les assurer ;

- « Prestation de contrôle de la qualité des eaux » :

Afin de se conformer à la réglementation, qui impose des contrôles RSDE (rejet des substances dangereuses dans l'eau) tous les 4 ans pour les stations d'épuration d'une capacité supérieure à 10 000 équivalents-habitant, rajout de ces contrôles.

Il est donc proposé de porter ces montants à :

- 28 000 € HT maximum par an pour la « prestation de contrôle de la performance des équipements » (au lieu de 15 000 € annuels initialement prévus), avec un minimum de 28 000 € HT et un maximum de 112 000 € HT sur la durée totale du marché,
- 60 000 € HT maximum pour la 1ère année et 30 000 € HT maximum pour les années suivantes pour la « prestation de contrôle de la qualité des eaux », avec un minimum de 30 000 € HT et un maximum de 150 000 € HT sur la durée totale du marché,
- 40 000 € HT maximum par an pour la « prestation d'analyse réglementaire de la qualité de l'eau distribuée », avec un minimum de 40 000 € HT et un maximum de 160 000 € HT sur la durée totale du marché,

L'économie globale de cette famille T201 « Contrôle réglementaire des ouvrages de production et de traitement » s'élèvera donc à 422 000 € HT maximum sur la durée totale prévue pour les marchés de cette famille.

Les modalités de la consultation restent inchangées.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **ADOPTER** ces propositions,
- **AUTORISER** le président à engager les marchés, dans la limite de l'économie présentée, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 28 septembre 2020,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le président,

Jean PASCAL

